



Arrêté n°2022-DCL-BENV-588

modifiant l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ-1-642 du 8 novembre 2018 autorisant la société Liants Routiers Vendéens à exploiter une installation de stockage de matières bitumineuses pour son unité de fabrication de liants routiers sur le territoire de la commune du Poiré-sur-Vie

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

**Le préfet de la Vendée,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre national du Mérite,**

VU le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45, R.122-2 et R.181-46 ;

VU l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation notamment sa section V relative aux équipements de production d'électricité utilisant l'énergie photovoltaïque ;

VU l'arrêté préfectoral n°18-DRCTAJ-1-642 du 8 novembre 2018 autorisant la société Liants Routiers Vendéens à exploiter une installation de stockage de matières bitumineuses pour son unité de fabrication de liants routiers sur le territoire de la commune du Poiré-sur-Vie ;

VU la modification notable portée à la connaissance du préfet par la société Liants Routiers Vendéens le 25 novembre 2020 et complétée au 17 février 2022 et les dossiers joints par messagerie des 18 mars 2022 et 10 mai 2022 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 16 mai 2022 ;

VU le courrier préfectoral adressé le 18 mai 2022 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté sur une période contradictoire de 15 jours ;

VU l'absence d'observations formulée par l'exploitant ;

Considérant que le projet, qui consiste en l'ajout d'une centrale photovoltaïque sur le toit du bâtiment de fabrication de liants routiers :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- n'est pas soumis à la réalisation d'une étude d'impact suite à la procédure de cas par cas réalisée en application de l'article R.122-2 du code de l'environnement ;
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du code de l'environnement ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32, ni la sollicitation de l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

Article 1. Identification

La société Liants Routiers Vendéens, dont le siège social est situé au sein de la zone d'activité de La Loge au Poiré-sur-Vie (85170) est autorisée à exploiter, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté, à la même adresse, les installations mentionnées ci-dessous dans les conditions précisées dans les articles suivants.

Article 2. Installation autorisée

La société Liants Routiers Vendéens est autorisée à exploiter une centrale photovoltaïque dans les conditions prévues dans son dossier, considéré comme complet, du 17 mars 2022.

La section V de l'arrêté ministériel modifié du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, articles 28 à 44 sont applicables à l'installation.

L'ensemble des documents permettant d'attester du respect de ces prescriptions est maintenu sur site à disposition de l'inspection et du service d'incendie et de secours.

Article 3. Dispositions administratives

Article 3.1. Délais et voies de recours

Les décisions mentionnées aux articles L.181-12 à L.181-15 peuvent être déférées à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes (6, allée de l'Ile-Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex). La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1. Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;
2. Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 3.2. Publicité de l'arrêté

A la mairie de la commune :

- une copie du présent arrêté est déposée pour pouvoir y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté énumérant notamment les conditions techniques auxquelles l'installation est soumise, est affiché pendant au moins un mois.

L'accomplissement de ces formalités est traduit par procès verbal dressé par les soins du maire et transmis à la préfecture, bureau de l'environnement.

Le présent arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État en Vendée pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 3.3. Diffusion

Une copie du présent arrêté est remise à l'exploitant. Ce document doit en permanence être en sa possession et pouvoir être présenté à toute réquisition.

L'extrait de cet arrêté est affiché en permanence, de façon visible dans l'établissement par l'exploitant.

Article 3.4. Pour application

La secrétaire générale de la préfecture de la Vendée, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le **17 JUIN 2022**

Le préfet,
Pour le Préfet,
la secrétaire générale de la Préfecture
de la Vendée

Amé TAGAND

